

Suppressions d'emplois : quelle vérité ? ou ... Une communication en trompe l'œil

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS
CHEZ TOTAL



Après l'annonce d'un record historique de **13,9 milliards** d'euros de résultat net ajusté,

Total a profondément choqué l'opinion publique en annonçant un projet de restructurations de sa pétrochimie et de son raffinage en France devant se traduire par la **suppression de 555 postes**.

Les Comités Centraux d'Entreprise (CCE) des 2 sociétés concernées ont été saisis, dans le cadre de la procédure obligatoire d'information et consultation, et la Direction devra bien expliquer le bien fondé des restructurations envisagées et des plans sociaux (à présent rebaptisés « Plans de sauvegarde de l'emploi », ou PSE) qui vont en découler. Nul doute que les élus de ces comités sauront déclencher les droits d'alerte et missions d'expertise nécessaires pour obtenir toutes les informations et éclairages voulus.

Le SICTAME-UNSA n'est pas encore présent dans ces 2 CCE ; il pourra l'être à l'issue des prochaines élections professionnelles, si les salariés de l'Aval et de la Chimie sont suffisamment nombreux à le rejoindre et à voter pour lui. En attendant, **le SICTAME-UNSA s'interroge sur le bien fondé des restructurations projetées et sur la communication faite par Total pour les annoncer.**

Total est l'entreprise française qui bat un record de bénéfice alors que nombre d'entreprises sont en difficulté. Alors que les PSE se multiplient en France et se traduisent par une destruction massive d'emplois et des licenciements, **est-il socialement responsable que Total** choisisse ce moment et **ajoute sa pierre à la destruction d'emplois** en supprimant **555 postes** (la vérité des chiffres commande de dire que la perte d'emplois est bien supérieure au nombre de postes supprimés, puisque 1 poste en production correspond à plusieurs emplois).

Les restructurations annoncées consistent, pour une bonne part, en suppressions d'unités ou de lignes de production et en réductions de capacité. Cette baisse d'activité a des conséquences sur l'activité des entreprises travaillant pour Total et donc sur l'emploi dans les régions concernées. Si Total affirme qu'il ne licenciera pas, il n'en sera pas de même pour les fournisseurs et prestataires de Total qui, confrontés à une baisse d'activité, seront pour beaucoup contraints de licencier.

Certes, toute entreprise a le droit et le devoir d'évoluer et de se restructurer pour tenir compte de l'évolution de ses marchés et de son activité. Mais elle a aussi le **devoir d'anticiper l'avenir et de prendre les décisions en temps utile** sans attendre le dernier moment.

Si l'on prend **l'exemple du raffinage**, force est de constater le **manque d'anticipation de Total**. Un raffineur est d'autant plus performant qu'il dispose d'unités de conversion profonde lui permettant d'adapter au mieux la structure du baril raffiné à la demande du marché : on peut ainsi par exemple mieux équilibrer les productions d'essence et de gazole. Total n'a pas doté ses raffineries françaises de conversion profonde (un coker coûte de l'ordre de 1 à 2 G€) et a toujours différé les investissements nécessaires, en particulier à la raffinerie de Normandie qui est la plus menacée puisque sa production va baisser d'un quart pour passer de 16 à 12 Mt/an.

Si Total dispose d'unités de **conversion profonde** en Europe, il le doit à Petrofina et à Elf Aquitaine qui, avec leurs raffineries d'Anvers et de Leuna, ont su investir il y a déjà longtemps et se doter d'installations industrielles parmi les plus performantes d'Europe.

En février 2008, Total a lancé la construction d'un coker de 50 000 barils/j (soit 2,5 Mt/an) dans sa raffinerie de Port Arthur au Texas, prévu démarrer en 2011. En juin 2008, il a signé des accords avec la Saudi Aramco pour construire une raffinerie d'un coût estimé de 10 milliards d'euros et d'une capacité de 20 Mt/an totalement convertissante, avec une participation de 37,5% pour Total. Cette raffinerie entrera en service en 2012, date à laquelle la raffinerie de Normandie se verra amputée du quart de sa capacité de production. **N'a-t-on pas là affaire à une certaine forme de délocalisation ?**

L'argument mis en avant pour justifier la restructuration de la raffinerie de Normandie est la **baisse des consommations avec des excédents d'essence et un manque de gazole**. Le déséquilibre des consommations gazole et essence en France et en Europe n'est pas un élément nouveau : il est largement dû à la fiscalité, qui favorise le gazole, et a été récemment amplifié par le système du bonus malus, qui vise à réduire les émissions de CO2 par les véhicules automobiles et qui a littéralement boosté les ventes des voitures diesel. Il y a longtemps que Total aurait pu adapter les performances de son raffinage français pour mieux répondre à la demande. La baisse des consommations d'essence affecte surtout les USA et les excédents de coupes essence peuvent aussi être utilisés en pétrochimie. De plus, les déséquilibres entre les consommations de gazole et d'essence ne sont peut-être pas aussi pérennes qu'on pourrait le penser. En effet, on sait que si le diesel consomme moins de carburant et émet donc moins de CO2, il émet, en revanche, des particules et des oxydes d'azote (NOx) particulièrement nocifs pour la santé. On peut donc s'attendre, sauf victoire des lobbies qui y sont opposés, à un durcissement rapide des normes en ce domaine et donc à une baisse de la cote d'amour du diesel et des consommations de gazole. Les projets de restructuration de Total, qui engagent le long terme, sont basés sur des **considérations conjoncturelles de court terme** et semblent donc relever de **décisions plutôt opportunistes**.

La communication faite pour annoncer ces projets est révélatrice des techniques utilisées en ce domaine par Total et mérite un décryptage. Ce décryptage nous est d'autant plus facile que nous avons été habitués, dans le domaine social, à ces communications **en trompe l'œil** qui visent à faire prendre des vessies pour des lanternes et donc à tromper quelque peu leur monde. **Qu'on en juge :**

- Total annonce son projet « *d'investir en France plus d'un milliard d'euros pour adapter et consolider ses activités raffinage et pétrochimie* », ce qui, en clair, veut dire arrêter un certain nombre d'unités de production (Carling, Gonfreville, Notre-Dame-de-Gravenchon) et ferrailer une bonne partie des installations de la raffinerie de Normandie. **Quelle est la part du milliard d'investissement qui ira à la casse d'unités de production ?**
- Ces investissements (sic) « *généreront plus de 1000 emplois par an en moyenne, entre 2009 et 2011, ce qui aura un impact important sur l'activité économique et l'emploi des régions concernées* ». Beaucoup comprennent que 1000 emplois vont être créés ; en fait, les travaux de construction (ou de démolition) occuperont environ 1000 personnes par an chez les entreprises qui en seront chargées. Quelle part de cette charge de travail reviendra aux entreprises ou salariés des régions concernées ? Confondre charge de travail (temporaire par nature) et emplois créés (que l'on imagine en principe plus ou moins pérennes) est pour le moins abusif et trompeur. **Quant à l'impact sur les régions, il ne sera pas celui que Total laisse entendre.** En effet, aux 555 postes supprimés chez Total (soit en fait près de 900 emplois), il faut ajouter les suppressions de postes – accompagnées pour certaines de licenciements - chez les fournisseurs, les sous-traitants et les entreprises prestataires de Total.

NON, ces projets et la communication qui les accompagne ne sont pas acceptables !

Total doit être exemplaire, dans ses activités, ses investissements et dans sa communication !

Il doit accroître et moderniser son outil de production, sans mettre en péril l'emploi mais en le développant. Il doit participer à la lutte contre la crise, s'engager encore plus dans la diversification de son offre énergétique, la réduction de son impact environnemental et participer autrement que symboliquement à la recherche et à la mise en œuvre des énergies de demain.

✂

Le Syndicat, c'est vous ! Pour nous rejoindre ou nous soutenir, retournez ce bulletin au SICTAME-UNSA-TOTAL

à Paris/La Défense : Bureau 4E41 Coupole ou Bureau RD 09 Michelet B ; à Pau : Bureau F16 CSTJF ; Lacq : local SICTAME

ou téléphonez-nous au : 01.47.44.61.71 ou 01.41.35.75.93 à Paris ; au 05.59.83.57.89 à Pau ; au 05.59.92.28.47 à Lacq

NOM.....Prénom..... Lieu de travail :

Tél. :

Souhaite rencontrer un responsable du SICTAME

(ou/et)

Souhaite adhérer au SICTAME-UNSA-TOTAL